

**SENTINELLE
ET GARDE NATIONALE**

C'est dans l'urgence, en janvier 2015, qu'a été lancée l'opération Sentinelle : le déploiement de 10 000 soldats pour des gardes statiques et des patrouilles dans les lieux publics. Ce chiffre n'a pas été choisi au hasard, il correspond au nombre minimum de personnels qui doivent être tenus disponibles sur le territoire métropolitain, tel que prévu par le *Livre blanc* de 2008 – chiffre qui depuis faisait beaucoup fantasmer. On voit ce qu'il en est matériellement : bien que mobilisant des réservistes (étudiants ou cadres sup') et des personnels non combattants (mécaniciens ou opérateurs radio), l'armée est à la peine et, dès avril, l'effectif déployé doit redescendre à 7 000. Tout est dans la posture, d'autant que les moyens d'action légaux des militaires sont inférieurs à ceux des policiers : faute d'ordres adéquats un groupe de huit soldats présent à proximité du Bataclan le 13 novembre 2015 restera inactif toute la nuit. Sentinelle, sans efficacité contre le terrorisme, ne contribue qu'à faire baisser la délinquance de rue dans certains quartiers touristiques, ce qu'avait déjà montré un plan Vigipirate en place depuis 1995. S'il s'agissait *réellement* de réprimer davantage la population, le statut juridique ou l'équipement de ce type de patrouilles (pas du tout adaptés) auraient pu, en

vingt ans, être améliorée. Ce n'est pas le cas. C'est que le rôle joué, bien éloigné du métier de militaire, est celui *vigile*.

Un autre fantasme est de croire que derrière ce déploiement se cache la volonté étatique de préparer psychologiquement la population à la présence de l'armée, supposée première étape de l'instauration d'un régime autoritaire (comme si le capital, ne souhaitant pas nous brusquer, prenait son temps). Officiers et spécialistes de défense dénoncent eux une banalisation de l'armée qui nuit à son efficacité. Car l'objectif n'est pas opérationnel, on l'a vu, mais politique et médiatique. Il s'agit d'une opération de communication intérieure dite de « réassurance », décidée par les politiques dans le but de tranquilliser la population et lui montrer que l'État est présent et actif (même si cela ne sert concrètement à rien). Sentinelle prend le relais d'un plan Vigipirate qui a vingt ans, mais le premier usage de l'armée à des fins anxiolytiques remonte à 1986-1987 ³⁶. Oui, nous avons bien écrit « tranquilliser »... car le dégoût (justifié) des radicaux pour l'uniforme les empêche souvent de percevoir que cette détestation est peu partagée et que la majorité de la population *apprécie* ce déploiement militaire dans les rues. « *Alors que le*

quotidien informationnel et cognitif des Français est envahi par les actions perpétrées par les djihadistes, il s'agit de rendre visibles la puissance et la permanence de l'outil de défense, à chaque coin de rue. Les civils peuvent ainsi avoir le sentiment que l'ennemi qui les menace est finalement beaucoup moins présent que l'ami qui les protège. »³⁷

« Ami » et « ennemi » : nous savons ce qu'il y a de faux dans ces termes, mais ne nous méprenons pas : ce *faux* est un moment du vrai dans lequel vit la population. Avec l'inquiétude suscitée par les attentats, l'État retrouve cette image d'indispensable recours. Bien qu'inefficace, la présence militaire bénéficie d'un tel soutien populaire, qu'il sera politiquement risqué pour un gouvernement d'y mettre un terme. Il en était de même de l'état d'urgence (soutenu par environ 80 % des Français début 2016), devenu inutile, mais que seul Emmanuel Macron a pu se permettre de clore (en intégrant certaines de ses mesures dans la législation). En septembre 2017 a été annoncé un allègement du dispositif Sentinelle avec « *plus de flexibilité et de réactivité* » mais une présence dans les gares maintenue.

L'annonce en octobre 2016 de la création d'une Garde nationale (GN) devant concourir à la

défense intérieure va dans le même sens. Ses effectifs devraient atteindre 85 000 personnels en 2018, mais il n'y a pas que les chiffres de créations de postes dans l'Éducation nationale qui sont bidonnés. La Garde nationale n'est que l'appellation ronflante d'une nouvelle construction administrative regroupant les réserves *déjà existantes* de l'armée, de la police et de la gendarmerie – soit 53 000 réservistes pauvrement équipés et généralement mal entraînés faute de budget ³⁸. Cela signifie donc que, au mieux (au pire), 10 000 à 30 000 réservistes *supplémentaires* seront recrutés.

Rappelons qu'en 1990 il y avait en France environ 3 millions de réservistes... Parmi les volontaires, 20 % sont des femmes, 60 % sont salariés, 20 % étudiants et plus d'un tiers ont moins de trente ans. Malgré une rallonge budgétaire *ad hoc*, on sait déjà que leur niveau d'entraînement sera faible. Mais l'objectif n'est pas d'en faire des guerriers, plutôt, occasionnellement, de les mobiliser en soutien aux unités existantes, notamment pour des opérations type Sentinelle (plusieurs milliers sont utilisés chaque jour). Ce modeste projet a surtout une visée politique et médiatique : répondre aux attentes de l'opinion, et montrer, là encore, que l'État prend des